

Je suis enchanté d'avoir été invité encore une fois au dîner annuel de l'Association des exportateurs canadiens (AEC).

En cette période de concurrence globale accrue, le partenariat entre le secteur privé et le gouvernement est essentiel au succès sur les marchés internationaux. Ce partenariat est l'ingrédient essentiel qui nous permettra de faire face, ensemble, à une concurrence internationale de plus en plus vive.

L'efficacité de ce partenariat suppose une attitude ouverte et positive. Et c'est justement ce qui a caractérisé la relation entre l'AEC et le gouvernement fédéral.

Cette année, votre Association célèbre 50 années de service remarquable à la communauté des exportateurs canadiens. Nous sommes aussi ici ce soir pour souligner la nomination de votre nouveau président. Je suis sûr que M. Mark Drake saura bien guider vos efforts, dans votre deuxième demi-siècle, pour promouvoir les intérêts, les objectifs et les valeurs des exportateurs canadiens. On me dit qu'il se trouve actuellement à l'extérieur du pays. Mais veuillez lui laisser savoir que mes fonctionnaires et moi-même comptons collaborer avec lui.

J'aimerais aussi prendre un moment pour parler de la remarquable carrière de M. Jim Taylor et de sa motivante contribution à l'AEC. Jim n'a cessé de défendre la cause des exportateurs, tant comme délégué commercial pendant 30 ans que comme dirigeant de votre Association. À titre de président de l'AEC, il s'est assuré que les préoccupations et les vues des exportateurs soient toujours transmises au gouvernement. Son énergie et son intellect ont certainement laissé leur marque dans la communauté des exportateurs et au sein du gouvernement.

Depuis 50 ans, votre association travaille à améliorer le climat pour les entreprises qui s'intéressent aux marchés internationaux. Lors de ces 50 années, nous avons été témoins d'une véritable explosion du commerce international.

Alors que nous tentons de créer un climat dans lequel les exportateurs canadiens pourraient réaliser leur potentiel, l'AEC a vivement appuyé les initiatives de politique commerciale du gouvernement lorsque ce soutien était le plus nécessaire. Je veux parler de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALE), des négociations sur un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales.

Je sais que nombre d'entre vous partagent ma préoccupation devant les nombreux retards à achever les négociations commerciales de l'Uruguay Round. Le Canada, comme d'ailleurs le reste du monde, a besoin de l'élan économique que donnerait un important accord au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les négociations sont loin d'être terminées,